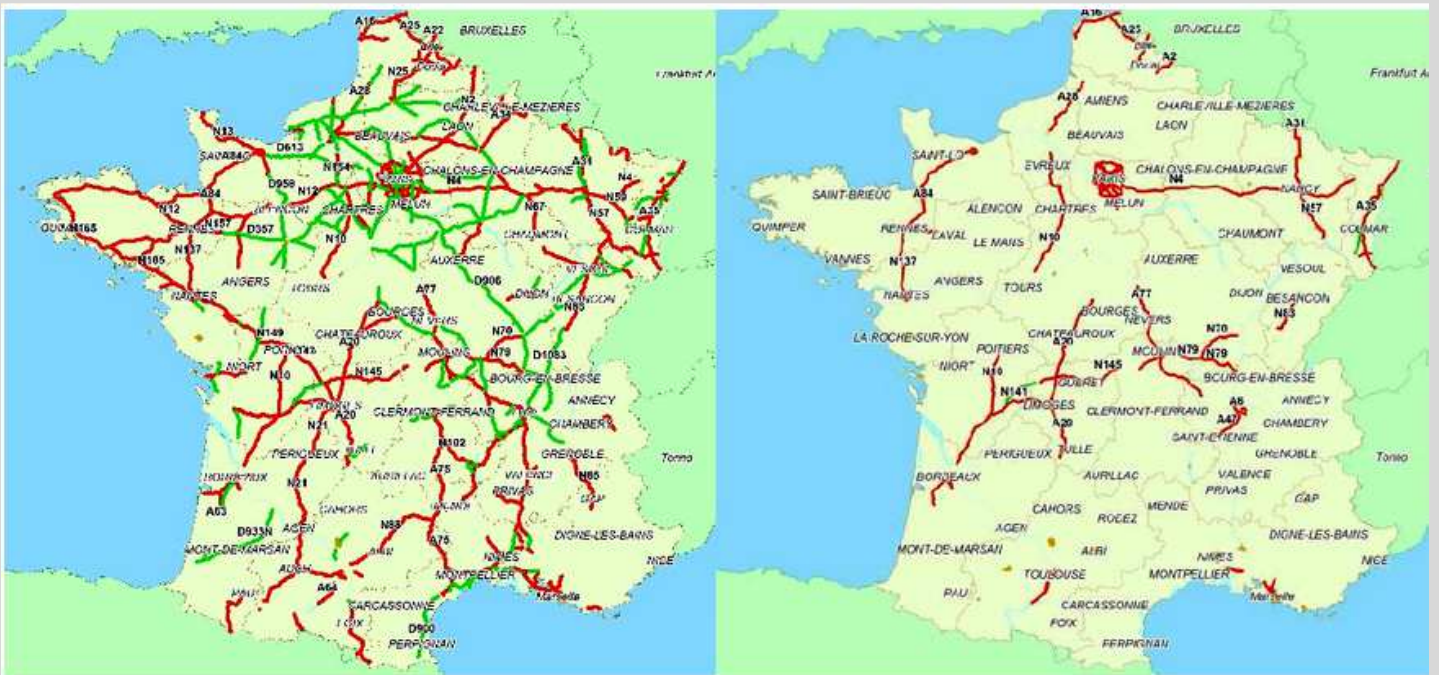


# Ecotaxette Nationale et Regiotaxette



©Medde  
Carte du réseau taxable avec l'écotaxe (à gauche) et avec "le péage de transit" (à droite)

Le périmètre de l' Ecotaxette poids lourds vient de se préciser alors que simultanément pour ne pas avoir à défrayer Ecomouv, une solution de compromis est avancée. Ecomouv pourrait conserver la gestion du système, mais le dispositif consommerait 40% de la recette. De plus, les encours liés aux tergiversations d'application sont tels que pour stabiliser Ecomouv, l'État pourrait monter à son capital. En passant de 15 000 à 4 000 km, le réseau taxé diminue mécaniquement les recettes générées par ce nouveau dispositif: au lieu de 800 millions d'euros par an, le budget de l'Agence de financement des infrastructures de transport (Afitf) pourrait ne récupérer que 300 à 350 millions. Trop peu pour financer les nombreux projets d'infrastructures en attente, bien que Ségolène Royal ait lancé des pistes de compensation.

L'infographie comparative ne permet plus de douter du manque d'efficacité des ressources de l'écotaxette. La superposition des projets d'envergure Européenne que l'Afitf sait ne plus pouvoir financer colle parfaitement aux blancs territoriaux de l'écotaxette. Curieusement ces blancs correspondent aux aspirations des élus qui généralement ne veulent rien payer mais qui veulent tout chez eux. De quoi réfléchir du côté de la future grande Région Midi Pyrénées plus Languedoc Roussillon qui même associée à l'Aquitaine devra chercher où trouver les ressources pour construire GPSO, la TCP et la LGV Perpignan – Montpellier.

Ne nous y trompons pas, cette politique est très perverse. En effet dans le cadre du transfert de compétences aux Régions, l'État dans sa grande générosité pourrait allouer le droit aux Régions de créer un péage régional sur les 10.000 kilomètres potentiels de routes qui sont sorti de l'Écotaxe. Elles récolteront aussi les Bonnets Rouges.

L'État pourrait même mettre Ecomouv à disposition des Régions au prorata de ces futures recettes et alléger ainsi sa lourde contrainte. Cette nouvelle approche très singulière va permettre à l'État de souffler et donnera l'occasion aux Grands Barons Régionaux de montrer leur habileté pour faire passer une Régiotaxe dans les foyers des contribuables électeurs. Dans sa grande générosité, l'État pourrait même faire cadeaux aux Régions des portiques de péage inutile. L' Afitf sera hors du jeu des grands investissements d'infrastructures à portée inter régionale.

